PROCES VERBAL
DU CONSEIL COMMUNAL DU 03 AVRIL 2009.

Rapporteur : Monsieur Philippe Busquin, Bourgmestre

Sont présents avec lui :

MM., De Laever Gaëtan, Yvon de Valériola, Ida Storelli, Hainaut Hugues, *Echevins*.

M. Bartholomeeusen Alain, Président du CPAS.

MM., Poll Bénédicte, Michaux Caroline, Roland Michel, Duhoux Arthur, Ranica Rosa-Maria, Gossart Isabelle, Nikolajev Nathalie, Crepin Philippe, Delfosse Anne-Marie, Monclus Jean-Luc, Carrubba Joséphine, Thomas Eric, *conseillers*.

Monsieur Bernard Wallemacq, *Secrétaire Communal, ff.*

Sont excusés :

MM. Bouchez Philippe, René Scholtus, Brohée Hilaire, Nicole Verstuyft.

La séance est ouverte à 20h00 et l'ordre du jour abordé.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 02 MARS 2009.
(BW)

Rapporteur : Monsieur Philippe Busquin, Bourgmestre.

A l'unanimité,

Approuve le procès-verbal de la séance du 02 mars 2009.

2. **AUTORISATION DE SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT DE 490.453€ AUPRES DE DEXIA BANQUE. (PP)**

Rapporteur : Monsieur Philippe Busquin, Bourgmestre.

Dans le cadre du financement des travaux de modernisation de l'école de Feluy, le Ministère de la communauté française nous fait savoir que nous pouvons introduire une résolution d'emprunt au montant de 490.543 euros.

Dexia nous a transmis les documents nécessaires à l'obtention des fonds.

A l'unanimité,

Souscrit un emprunt de 490.453 euros, auprès de Dexia banque, dont les remboursements en capital et en intérêts seront supportés par le Service Général des Infrastructures Privées subventionnées.

3. AVIS SUR LE COMPTE POUR L'ANNEE 2008 DE LA FABRIQUE D'EGLISE ST-MARTIN DE PETIT-ROEULX-LEZ-NIVELLES. (DG)

Rapporteur : Monsieur Hugues Hainaut, Echevin.

A l'unanimité,

Emet un avis favorable sur le compte pour l'année 2008, de la Fabrique d'Eglise St Martin à Petit-Roeulx-Lez-Nivelles aux montants suivants :

	Budget 2008 Approuvé par la tutelle	Compte 2008
Recettes ordinaires	13.780,71	13.671,28
Recettes extraordinaires	2.109,38	10.256,70
TOTAL	15.890,09	23.927,98
Dépenses arrêtées par l'Evêque	6.251,84	6.093,77
Dépenses ordinaires	9.638,25	6.929,52
Dépenses extraordinaires	0,00	0,00
TOTAL	15.890,09	13.023,29
Excédent	0	10.904,69

Subside communal ordinaire 2008 versé : 13.449,68
(payé en 2008)

Subside communal extraordinaire 2008 versé : 0,00

4. APPROBATION DES CAHIERS SPÉCIAUX DES CHARGES ET CHOIX DU MODE DE PASSATION DES MARCHÉS POUR :

Rapporteur : Monsieur Philippe Bouchez, Echevin.

a. l'achat d'un chariot élévateur d'occasion. (VL)

Le clark Komatsu du Service Travaux est en panne et vu le coût des réparations, le Collège Communal, en date du 13 février 2009, a décidé de procéder à son remplacement par un chariot élévateur d'occasion qui sera utilisé au dépôt rue Rouge-Croix.

L'achat est estimé à 15.000 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 02/2009 relatif à l'achat d'un chariot élévateur d'occasion pour le Service Travaux.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Formalise la sélection qualitative.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 421/74398.20090195 – 25.000 €.

b. l'achat d'un aspirateur universel pour le Service Travaux. (VL)

L'aspirateur des ouvriers de voirie et des maçons est en panne et est économiquement irréparable. Il y a donc lieu de le remplacer.

Le coût de l'achat est estimé à 1.200 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 21/2009 relatif à l'achat d'un aspirateur universel pour le Service Travaux.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la commune sont connues, disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 421/74451.20090189 – 20.000 €.

c. l'achat d'une armoire 19 pouces pour la Maison Communale. (VL)

Le Service Informatique a sollicité l'acquisition d'une armoire 19'' pour la Maison Communale de Seneffe.

Cette armoire a pour but d'accueillir le nouveau central téléphonique et les serveurs rackables.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° INF – 02/2009 relatif à l'achat 19 pouces pour la Maison Communale.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la commune sont connues, disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 104/74253.20090060 – 2.600 €.

d. l'achat d'un véhicule pour le Service Informatique. (VL)

Le service informatique a sollicité le remplacement du véhicule Citroën Evasion par un autre véhicule.

En effet, l'utilisation du véhicule Citroën est très coûteuse et affiche de nombreuses déficiences :

- problèmes électroniques récurrents (système de ventilation, airbags défectueux, système de fermeture des portes, jauges d'essence, etc...) ; les mécaniciens n'étant pas équipés pour ce genre de problèmes, le véhicule doit systématiquement passer chez le concessionnaire
- pannes successives : le véhicule tombe en panne au moins une fois par mois. Au point de vue mécanique, celui-ci présente de nombreux problèmes et des pièces de plus en plus coûteuses doivent être remplacées.
- contrôle technique : il est plus que probable que le véhicule ne soit plus reçu lors du prochain passage au contrôle technique pour les remarques reprises ci-dessus

L'achat du nouveau véhicule prévoit une motorisation économique et écologique ainsi que des variantes en véhicules de type hybride.

Nous proposerons donc le déclassement et la revente du véhicule Citroën au Conseil Communal lors d'une prochaine séance.

Le coût de l'achat est estimé à 15.000 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 20/2009 relatif à l'achat d'un véhicule pour le service informatique.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Formalise la sélection qualitative.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 421/74352.20090190 – 25.000 €.

e. l'achat de mobilier pour la Bibliothèque de Seneffe. (VL)

Pour l'aménagement de la bibliothèque dans le Centre de l'Eau, il y a lieu d'acheter du nouveau mobilier.

Le coût de ces achats est estimé à 20.000 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 30/2009 relatif à l'achat de mobilier pour la Bibliothèque de Seneffe.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Formalise la sélection qualitative.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 767/74198.2009023 – 25.000 €.

f. les travaux d'aménagement du Centre de l'Eau (fermeture de la mezzanine). (FHO)

Afin de permettre l'installation de la bibliothèque dans le Centre de l'Eau, il y a lieu d'effectuer quelques aménagements et notamment la fermeture de la mezzanine.

Ces travaux seront effectués afin d'éviter que les étagères contenant les livres ne basculent dans le vide et afin de délimiter l'accès entre le niveau -1 et le rez-de-chaussée.

Le coût de l'achat est estimé à 15.000€.

A l'unanimité,

Approuve le Cahier Spécial des Charges n° TRA031/2009 pour les travaux d'aménagement du Centre de l'Eau (fermeture de la mezzanine).

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la Commune sont connues disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

**Impute cette dépense au budget 2009 – Service Extraordinaire – art. 767.72360 :
20090101 – 15.000€.**

- g. les travaux de remplacement du central d'alarme anti-intrusion au Centre de l'Eau.
(VL)

Le central d'alarme anti-intrusion du Centre de l'Eau est en panne et est irréparable.

Afin d'éviter les vols, il convient de faire remplacer les centraux des deux côtés du bâtiment.

Le coût des travaux est estimé à 6.500 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 12/2009 et le métré relatifs aux travaux de remplacement de la centrale d'alarme anti-intrusion au Centre de l'Eau.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la commune sont connues, disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 767/72360.20090171 – 7.000 €.

h. les travaux de remplacement d'une porte d'entrée à la salle à usages multiples de Seneffe. (VL)

En date du 08 juillet 2008, une des portes d'entrée de la salle de Seneffe a été forcée. Celle-ci a été réparée provisoirement mais les réparations ne garantissent pas totalement la sécurité de la salle.

Il y a donc lieu de procéder au remplacement de cette porte.

Le coût des travaux est estimé à 2.000 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 26/2009 relatif aux travaux de remplacement d'une porte d'entrée à la salle à usages multiples de Seneffe.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la commune sont connues, disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 124/72460.20090139 – 4.000 €.

- i. les travaux de traitement contre la mэрule de l'ancienne CGER rue Lintermans n°23 à Seneffe. (VL)

Lors d'une visite liée à l'établissement des devis pour l'évacuation des cadavres et des fientes de pigeons à l'ancienne CGER de la rue Lintermans, il a été constaté la présence de mэрule dans le grenier et dans la chambre de façade.

Apparemment, cette mэрule serait en train de s'étendre au bâtiment de l'ONE situé juste à côté de l'ancienne CGER.

Il y a donc lieu de faire procéder en urgence au traitement de celle-ci avant qu'elle ne s'étende encore plus aux autres bâtiments.

Le coût des travaux est estimé à 3.800 € TVAC.

Ces travaux imprévus n'ayant pas été budgétisés et vu l'urgence, nous proposons au Conseil Communal de faire application de l'article L 1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de couvrir les frais relatifs à cette dépense et d'inscrire un crédit complémentaire de 10.000 € à la MB I du budget 2009 - service extraordinaire afin de palier à des dépenses imprévues à effectuer dans les divers bâtiments communaux en cours d'année.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 29/2009 relatif aux travaux de traitement contre la mэрule à l'ancienne CGER rue Lintermans n°23 à Seneffe.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la commune sont connues, disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

Vu l'urgence, fait application de l'article L 1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Inscrit un crédit complémentaire de 10.000 € à la MB I du budget 2009 – Service extraordinaire afin de palier aux dépenses urgentes et imprévues dans le cadre de l'entretien des bâtiments communaux.

j. le traitement contre l'humidité ascensionnelle dans l'ancienne salle numérisée
Chaussée de Familleureux à Feluy. (VL)

Le bâtiment sis chaussée de Familleureux à Feluy est confronté à des problèmes d'humidité ascensionnelle. Celle-ci proviendrait des bas de murs en sous-sol et remonterait jusqu'au niveau du rez-de-chaussée.

Afin de pouvoir remédier à ce problème, il conviendrait de faire procéder au traitement de cette humidité par une firme spécialisée dans ce type de travail.

Le coût des travaux est estimé à 7.150 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 04/2009 relatif au traitement contre l'humidité ascensionnelle de l'ancienne salle numérisée sise Chaussée de Familleureux à Feluy.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Formalise la sélection qualitative.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 124/72460.20090105 – 7.200 €.

k. la fourniture et la pose d'un système de climatisation dans la salle informatique à l'école de Bon Conseil. (VL)

Le service informatique a sollicité l'installation d'un système de climatisation dans la salle informatique de l'école de Bon Conseil.

Aucune fenêtre ne donne sur l'extérieur dans ce local, l'air devient vite irrespirable et le local trop chaud.

Pour information, celui-ci accueille différentes classes animées par les Netstewards.

Le coût des travaux est estimé à 5.300 € TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le cahier spécial des charges n° TRA – 13/2009 relatif à la fourniture et à la pose d'un système de climatisation dans la salle informatique de l'école de Bon Conseil.

Choisit la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 17 §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993, étant donné que le marché ne dépasse pas les 67.000€ HTVA.

Ne formalise pas la sélection qualitative étant donné que les firmes qui seront consultées par la commune sont connues, disposent d'une notoriété publique et d'une réputation suffisante.

Impute cette dépense au budget 2009 – service extraordinaire – article 722/72360.20090177 – 5.500 €.

5. APPROBATION DES DECOMPTES FINAUX :

Rapporteur : Monsieur Philippe Bouchez, Echevin.

a. Chapelle Notre Dame de Bon Conseil à Arquennes. (FHO)

En séance du 28 septembre 2006, le Collège Communal a désigné la Firme Monument Hainaut pour réaliser les travaux de restauration des maçonneries et des vitraux de la Chapelle Bon Conseil à Arquennes au montant de 173.990,65€ TVAC.

Les travaux sont à présent terminés.

L'Etat final (EA 18) est établi au montant de 11.450,28 € TVA et révisions comprises et représente le solde dû à l'entrepreneur. Le montant du décompte final, compte tenu des états précédents, est établi au montant de 192.089,35 € TVA et révisions comprises.

Le montant cumulé des états d'avancement dépassant de plus de 10 % le montant de l'adjudication initiale, il est proposé de le soumettre au Conseil Communal.

Ce dépassement est dû :

1. aux avenants n° 1 et 2 relatifs aux travaux de nettoyage de la façade, aux travaux d'adaptation des vitraux et des protections en plomb pour les pierres.
2. aux dépassements des postes en quantités présumées
3. à la formule de révision.

Le Collège Communal, en séance du 27 février 2009, a marqué accord de principe sur le montant du décompte final.

A l'unanimité,

Approuve le décompte final des travaux de restauration des maçonneries et des vitraux de la Chapelle Bon Conseil d'Arquennes au montant de 192.089,35€ TVA et révisions comprises.

Impute cette dépense au budget 2009 – Service Extraordinaire – art. 79005/72460.2006.

b. démolition de la SAED Brasserie Geens. (FHO)

Report du Conseil communal du 02 mars 2009.

En séance du 15 juin 2008, le Collège Communal a désigné la SA WANTY pour réaliser les travaux de démolition du site de la Brasserie Gheens au montant de 149.647€ HTVA.

En date du 1er août 2008, la Commune donnait ordre de commencer les travaux de rénovation du site de la Brasserie Gheens à la Société Wanty.

Suite à la présence d'amiante sur le chantier, le Collège Communal, en séance du 22 août dernier, a décidé de stater les travaux de démolition dans l'attente d'une solution pour le désamiantage du site.

Les travaux supplémentaires pour le traitement de l'amiante sont repris dans l'avenant n° 1 établi au montant de 69.350 € HTVA. Cet avenant comprend également les déblais et remblais nécessaires à l'assainissement des spots de pollution.

L'avenant 1 a été approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 06 octobre 2008.

Les travaux de démolition ont repris le 03 novembre dernier et sont à présent terminés.

En séance du 22.12.2008, le Conseil Communal a approuvé l'état d'avancement final des travaux réalisés par la SA Wanty établi au montant de 297.644,17€ TVAC.

Les quelques travaux qui n'avaient pu être finalisés avant la fin de l'année (pose des clôtures) sont maintenant finis et portés en compte dans le décompte final établi au montant de 321.955,47 € TVAC.

Compte tenu des états d'avancement précédents introduits par la société Wanty, le solde dû à l'entrepreneur est de 24.311,30 € TVAC.

Le Collège Communal, en séance du 20.03.2009 a marqué accord de principe sur le montant du décompte final.

Etant donné que ce décompte dépasse de plus de 10% le montant de la désignation initiale, ce décompte est soumis à l'approbation du Conseil Communal,

Ce dépassement est dû :

1. à l'avenant n° 1 pour les travaux relatif à l'amiante et aux déblais-remblais pour l'assainissement avec un dépassement de quantité pour les déblais de terre contaminées portant celui-ci au montant de 96.301,71€ HTVA au lieu de 69.350€ HTVA.
2. aux travaux supplémentaires reconnus nécessaires pour la démolition des éléments de béton et de maçonnerie découverts lors de l'enlèvement du parterre de végétation située entre les quais de déchargement portant ce poste au montant de 23.621 ,36€ HTVA.

Par 14 voix pour et 4 abstentions.

Approuve le décompte final établi par la SA Wanty pour les travaux de démolition de la Brasserie Gheens au montant de 321.955,47€ TVAC.

Inscrit en modification budgétaire n° 1 du budget 2009 – Service Extraordinaire – art. 12430/72360.2007 un montant de 24.311,30€.

**6. APPROBATION DU DEVIS POUR LE REMPLACEMENT D'UN LUMINAIRE
- CHEMIN DE LA TERRE PELEE. (FHO)**

Rapporteur : Monsieur Philippe Bouchez, Echevin.

Par son courrier du 17 février 2009, IEH nous informe que suite à une intervention de leur service dépannage, il a été constaté que le luminaire Géolum n° 133/01993 situé Chemin de la Terre Pelée est vétuste et irréparable.

La fourniture et la pose d'un nouveau luminaire engendre une dépense d'un montant de 784,17€ TVAC.

Le Collège communal, en séance du 13.03.2009 a marqué accord de principe sur le montant du devis estimé à 784,17€ TVAC.

A l'unanimité,

Approuve le devis remis par IEH pour le remplacement d'un luminaire situé Chemin de la Terre Pelée à Seneffe.

Impute la dépense au budget 2009 – Service Extraordinaire – Art. 426.73260 : 2009151.

7. DECLASSEMENTS DIVERS :

Rapporteur : Monsieur Philippe Bouchez, Echevin.

- a. aspirateur de l'équipe des ouvriers de voirie. (VL)

L'aspirateur des ouvriers de voirie est en panne et est irréparable. En effet, les pièces nécessaires ne sont plus disponibles.

Cet appareil ne fonctionnant plus et ne pouvant être revendu, nous proposons de le déclasser et de le mettre à disposition des mécaniciens pour pouvoir éventuellement récupérer les pièces.

A l'unanimité,

Déclasse l'aspirateur de l'équipe des ouvriers de voirie et des maçons.

Met à disposition celui-ci pour les mécaniciens pour récupération des pièces.

b. clarck Komatsu du Service Travaux. (VL)

Rapporteur : Monsieur Philippe Bouchez, Echevin.

Le clarck Komatsu du Service Travaux est en panne et vu le montant des réparations, le Collège Communal, en séance du 13 février 2009, a décidé de procéder à l'acquisition d'un chariot élévateur d'occasion afin de le remplacer.

Il y a donc lieu de procéder à son déclassement et de publier un avis dans le journal local pour en informer les éventuelles firmes spécialisées.

A l'unanimité,

Procède au déclassement du clarck Komatsu du Service Travaux.

Insère un avis dans l'Essor et en informe les firmes spécialisées.

8. **CRÉATION DE L'ASBL « CENTRE CULTUREL DE SENEFFE »,
DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION.** (FU)

Rapporteur, Madame Ida Storelli, Echevine.

En date du 19 décembre 2008, le Collège communal avait donné son accord de principe sur la création et la demande de reconnaissance du projet de Centre Culturel de Seneffe.

En date du 06 février 2009, le Collège communal a donné son accord sur la création de la personne morale signataire de la demande, l'ASBL.

Pratiquement et selon l'application de la clé D'Hondt, la représentation communale au Conseil d'Administration du Centre Culturel devrait comporter neuf représentants communaux répartis de la manière suivante : 6 PS, 2 MR, 1 CDH.

En date du 03 mars 2009, le Conseil communal a adopté le principe de la création et de la reconnaissance du Centre Culturel de Seneffe.

Considérant qu'il faut que le Conseil d'Administration soit constitué pour que l'ASBL « Centre Culturel de Seneffe » puisse rentrer officiellement sa demande de reconnaissance, il est demandé que chaque groupe politique propose, en séance du Conseil communal, son ou ses représentants.

A l'unanimité,

Désigne les 6 représentants du PS à savoir :

- **René Scholtus**
- **Carrubba Joséphine**
- **Nikolajev Nathalie**
- **Bartholomeeusen Alain**
- **Storelli Ida**
- **De Valeriola Yvon**

Désigne les 2 représentants du MR à savoir :

- **Jacqueline De Ville**
- **Taminiaux M-F**

Désigne le représentant du CDH à savoir :

- **Hugues Hainaut**

**9. CREATION DE DEUX EMPLOIS D'INSTITUTEUR(TRICE) MATERNEL(LE)
A MI-TEMPS. (DM)**

Rapporteur : Monsieur Gaëtan De Laever, Echevin.

La circulaire ministérielle relative à l'organisation de l'Enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2008-2009, en son point : « Augmentation du cadre en cours d'année scolaire dans l'enseignement maternel », permet l'ouverture de classes le onzième jour de classe après les vacances de carnaval, soit le 16 mars 2009.

Les emplois supplémentaires ainsi obtenus sont maintenus jusqu'au 30 juin de l'année en cours.

Le nombre d'élèves inscrits au 16 mars 2009 (112 élèves) à l'école communale d'Arquennes permet la création d'1/2 emploi d'instituteur(trice) maternel(le), en ouverture de classe. (De 5 emplois à 5½).

Le nombre d'élèves inscrits au 16 mars 2009 (47 élèves) à l'école communale de Seneffe permet la création d'1/2 emploi d'instituteur(trice) maternel(le), en ouverture de classe. (De 2½ emplois à 3).

A l'unanimité,

Sollicite des autorités supérieures la création d'1/2 emploi en section maternelle pour l'école communale d'Arquennes et la création d'1/2 emploi en section maternelle pour l'école communale de Seneffe, à partir du 16 mars 2009.

Sollicite de Monsieur le Ministre de l'Education la subvention-traitement pour lesdits emplois.

10. NOMINATION PERSONNEL - CONSTITUTION D'UNE RESERVE DE RECRUTEMENT. (AC)

Rapporteur : Monsieur Philippe Busquin, Bourgmestre.

Il y a lieu de pourvoir à la nomination de personnel :

1. Personnel administratif :

- 1 Chef de bureau administratif - niveau A 1
- 1 Gradué en communication ou en informatique - niveau B 1
- 1 Employé d'administration - niveau D1 - D4 - D6
- 1 Auxiliaire d'administration - niveau E 1

2. Personnel technique :

- 1 Chef de bureau technique - niveau A 1

3. Personnel ouvrier :

- 2 Ouvriers qualifiés - niveau D1 - D4
- 3 Ouvriers - niveau E1
- 1 Brigadier – niveau C1 (grade de promotion)

Le conseil charge le collège d'exécuter la procédure de nomination du personnel en application des dispositions reprises au statut administratif du personnel communal.

Il convient :

- de déclarer ces emplois vacants
- de fixer les modalités d'appel aux candidats, soit appel restreint ou appel public
- de constituer une réserve de recrutement dans les différents postes mentionnés ci-dessus (sauf pour le poste de brigadier – niveau C1 qui est un grade de promotion et qui doit donc être nommé directement dans ce poste).

A l'unanimité,

Déclare vacant les emplois mentionnés ci-dessus.

Décide de conférer ces emplois par appel restreint.

Charge le collège d'exécuter la procédure de nomination du personnel en application des dispositions reprises au statut administratif du personnel communal.

Charge le collège de constituer une réserve de recrutement dans les différents postes mentionnés ci-dessus (sauf pour le poste de brigadier – niveau C1 qui est un grade de promotion et qui doit donc être nommé directement dans ce poste).